Dans la première conférence il est question d'une chanson satirique plutôt ordurière ayant trait au bâtard du comte de MANSFELD, un des soutiens du comte de Thurn, qui avait fait son apparition devant Vienne.

Dans la troisième conférence Mullendorff fait mention d'une chanson dans laquelle les Provinces septentrionales expliquent avec pertinence pourquoi une entente avec les archiducs ALBERT et ISABELLE était impossible. « C'est à cette occasion, ajoute le conférencier, que se fit jour le sentiment de supériorité avec lequel les Provinces libres du Nord regardèrent et continuent à regarder du côté des méridionaux. »

Une suite d'articles ayant paru en 1899 sous le titre « *Die vlamische Sprachenfrage* » fut vivement attaquée par les wallons, malgré l'esprit objectif dans lequel elle avait été conçue et qui tranchait sensiblement avec la conception qui avait présidé à la conférence sur le même sujet traité à Cologne quelques années plus tôt.

Avec le recul des années, qui ont apporté la réalisation pour ainsi dire totale des revendications flamandes, on juge plutôt minimes les quelques déraillements, insignifiants à côté du développement remarquable des parties historiques et littéraires. (8) Et l'on sait gré à l'auteur, chaque fois qu'il se distance des « flamingants » et des auteurs allemands faisant montre de vellétés pangermanistes.

Pour nous autres Luxembourgeois, bien des parties du travail de Mullendorff n'ont pas cessé de présenter le plus haut intérêt.

Ainsi, quand il se réfère à notre compatriote Altmeyer (9) pour prétendre que la Réforme avait aiguisé le sentiment de la population assoiffée de liberté et qu'à la longue on ne parvenait plus à étouffer.

A l'encontre de certains historiens, Mullendorff trouve exagéré le lieu commun parlant du bienfaisant régime habsbourgo-lorrain.

Très intéressant le parallèle tiré entre les libéraux flamands et luxembourgeois qui, sous le sceptre de Guillaume I^{er}, avaient encouragé les réformes du roi dans le domaine de l'instruction. C'est ce qui fit que lorsqu'un autre de nos compatriotes, l'éminent juriste François LAURENT (1810—1887) vint à l'université de Gand, il se trouva dans une ambiance libérale fortement marquée des sympathies que Guillaume I^{er} avait laissées dans cette ville si « raisonnable ».

En 1903 Mullendorff écrivit pour la collection « *Bibliothek für Politik und Volkswirtschaft, Heft 13 : Staat und katholische Kirche in Frankreich und in Preussen.* »

L'idée maîtresse de l'auteur a été de démontrer aux représentants du « Centre » rhénan l'ineptie de leurs attaques dirigées contre le gouvernement prussien.

Mais dans son exposé des législations allemande et française en matière de confession, Mullendorff s'étend sur des questions fondamentales d'une façon tellement objective, que nous ne croyons pas nous